

Quels premiers ministres [français] ont banalisé les idées d'extrême droite ?

vendredi 29 mai 2026, par [BOURSIER Tristan](#), [LEMOR Antoine](#)

La normalisation des idées d'extrême droite passe aussi par des partis considérés comme plus modérés. C'est ce que montre une enquête sur les déclarations de politique générale des premiers ministres depuis 1959. L'un des résultats les plus marquants est le rôle des chefs de gouvernements « centristes » (notamment Édouard Philippe, Jean Castex et Gabriel Attal) dans la diffusion des idées d'extrême droite.

Sommaire

- [Une méthode inédite : l'analys](#)
- [Des années 1970 à aujourd'hui](#)
- [Comprendre ces résultats \(...\)](#)
- [Le centre : acteur clef de \(...\)](#)
- [Normaliser l'extrême droite en](#)

Les premiers ministres issus du centre ont particulièrement contribué à banaliser les idées d'extrême droite en France. (De gauche à droite, Édouard Philippe, premier ministre de mai 2017 à juillet 2020 Jean Castex, premier ministre de juillet 2020 à mai 2022 Élisabeth Borne, première ministre de mai 2022 à janvier 2024 Gabriel Attal, premier ministre de janvier à septembre 2024.) Joël Saget/AFP

« [Victoire idéologique](#) » : en janvier 2024, Marine Le Pen n'a pas hésité à qualifier ainsi la loi « Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », adoptée par le gouvernement Attal. Une année plus tard, François Bayrou, figure centriste de la majorité, s'inquiétait publiquement d'une « [submersion](#) » migratoire. Ces éléments de langage illustrent un phénomène plus large : les idées d'extrême droite, autrefois marginales, semblent avoir trouvé leur place dans les discours et les pratiques de responsables politiques qui ne lui sont pas traditionnellement affiliés.

Comment en est-on arrivé là ? Que révèle cette évolution sur la transformation du débat politique en France ?

Une méthode inédite : l'analyse automatisée des discours de politique générale

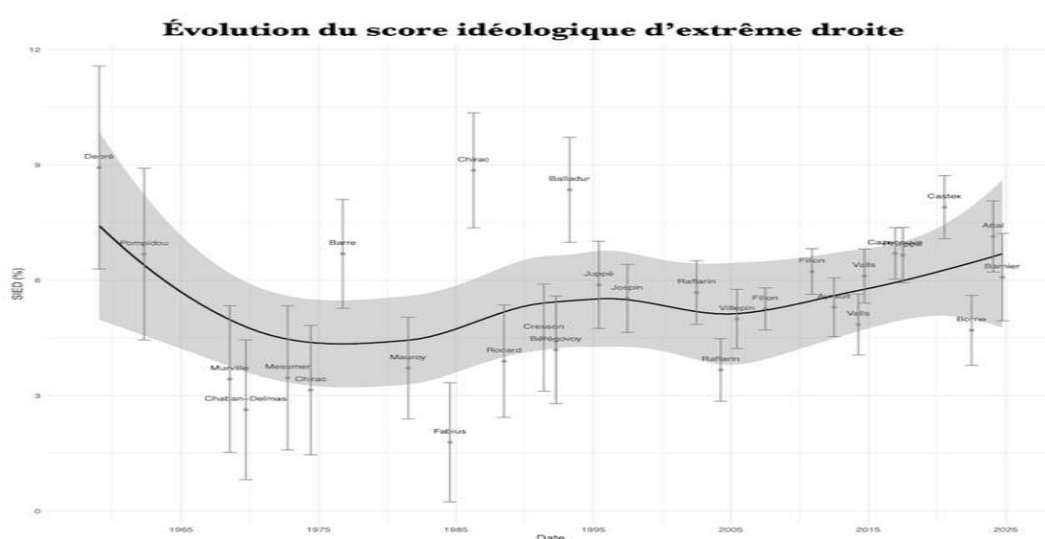
Pour répondre à cette question, nous avons analysé l'ensemble des déclarations de politique générale prononcées [depuis 1959](#), soit trente discours au total. Ces textes, souvent longs et programmatiques, constituent un matériau unique : ils condensent les priorités du gouvernement lors de son entrée en fonction et fixent le cap politique devant l'Assemblée nationale. Autrement dit, ils offrent une photographie formelle et régulière de l'idéologie au sommet de l'État.

Afin de mesurer la présence d'idées d'extrême droite, nous avons construit un indicateur, le *score idéologique d'extrême droite* (Sied). Basé sur sept grandes dimensions que l'ont retrouve dans la plupart des définitions de [l'extrême droite](#) – nationalisme, anti-immigration,

anti-démocratie, anti-progrès, autoritarisme, traditionalisme et anti-égalitarisme –, il permet de repérer, à l'aide d'outils de traitement automatique du langage, la part de ces idées dans chaque discours.

Des années 1970 à aujourd'hui : une progression continue

Les résultats sont [sans équivoque](#) : la part d'idées d'extrême droite dans les déclarations de politique générale progresse de manière continue depuis le milieu des années 1970, selon une dynamique de long terme qui dépasse largement les alternances partisans (voir graphique). Après des niveaux élevés au début de la V^e République – notamment sous Michel Debré et Georges Pompidou, dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne –, la courbe connaît un net reflux au cours des années 1970.



Fourni par l'auteur

À partir de cette période, la tendance s'inverse durablement. Le score idéologique d'extrême droite augmente progressivement dans les années 1980 et 1990, marque un palier relatif au tournant des années 2000, puis repart nettement à la hausse à partir des années 2010. Les discours les plus récents atteignent ainsi des niveaux comparables à ceux observés dans les moments les plus conflictuels du début des années 1960, mais dans un contexte institutionnel bien plus stable que celui du début du régime.

[Notre étude](#) montre que les idées d'extrême droite ne circulent pas seulement dans les partis qui s'en revendiquent. Des premiers ministres de droite, du centre et même de gauche ont, à des degrés divers, repris des expressions ou des cadrages caractéristiques de ce registre idéologique.

Ce phénomène n'a rien d'étonnant. Comme le rappelle le politologue américain [Cas Mudde](#), l'extrême droite ne crée pas *ex nihilo* : elle radicalise des idées déjà présentes dans la société – l'attachement à la nation, la valorisation de l'ordre ou la méfiance envers l'égalité. La notion de nation en offre un bon exemple : elle peut être comprise de manière ouverte, comme un projet politique commun ou, au contraire, [comme une communauté fermée](#), définie par la naissance ou la supposée appartenance raciale.

En valorisant ces interprétations exclusives, les premiers ministres ont, depuis les années 1970, contribué à estomper la frontière entre discours d'extrême droite et langage institutionnel. Le constat est d'autant plus frappant que les déclarations de politique générale – ces discours solennels où un chef de gouvernement présente son programme devant l'Assemblée nationale – sont réputées consensuelles, destinées à rassembler une majorité. Or, même dans ce cadre codifié, le lexique s'est déplacé : des termes autrefois impensables s'y sont imposés, élargissant peu à peu les limites du dicible.

Comprendre ces résultats avec la métapolitique

Traditionnellement, les chercheurs expliquent la diffusion des thèmes d'extrême droite par la [cooptation électorale](#) : des partis reprennent ponctuellement certains éléments du programme de leurs adversaires pour séduire leur électorat. Nicolas Sarkozy, par exemple, avait multiplié les références à l'« [identité nationale](#) », en 2007 et en 2012.

Mais nos résultats montrent que cette logique ne suffit pas. Même à des périodes où cette stratégie n'était pas payante électoralement, on observe une [hausse du score idéologique d'extrême droite](#) dans les discours de premiers ministres issus du centre ou de la gauche. Autrement dit, la diffusion ne résulte pas seulement d'un calcul stratégique : elle traduit un déplacement durable du langage politique.

C'est ici que le concept de « métapolitique » prend tout son sens.

Cette idée a été développée à l'extrême droite par la [Nouvelle Droite](#), un courant intellectuel né en 1969 autour du think tank [Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne \(Grece\)](#) qui avait pour ambition de réhabiliter une pensée [réactionnaire voire fasciste](#) à l'échelle européenne, après la Seconde Guerre mondiale. Pour cela, la [métapolitique](#) repose sur une idée simple : avant de prendre le pouvoir, il faut transformer la société et, pour cela, il faut réinventer les mots, les symboles et les cadres de pensée qui la structurent.

Autrement dit, il s'agit de façonner le sens commun pour le rendre plus perméable à ses idées plutôt que de convaincre directement sur la base d'un programme politique clairement identifiable. Une stratégie revendiquée par certains membres éminents de l'extrême droite française comme [Marion Maréchal](#).

La notion de « [fenêtre d'Overton](#) » peut aider à comprendre un principe sous-jacent à la métapolitique. Une idée auparavant impensable peut devenir politiquement légitime si elle est régulièrement évoquée, débattue ou reformulée dans des termes plus neutres. Chaque fois qu'un responsable politique – même modéré – mobilise une rhétorique sécuritaire, anti-immigration ou anti-égalitaire, il contribue, volontairement ou non, à élargir cette fenêtre : [ce qui paraissait extrême hier devient aujourd'hui une opinion ordinaire](#).

En modifiant les cadres symboliques et les associations de sens, des responsables politiques qui ne sont pas affiliés à l'extrême droite ont contribué – bon gré mal gré – à un processus métapolitique favorable à la diffusion de ses idées. Ce faisant, ils ont contribué à les faire entrer dans le langage du pouvoir, jusqu'à les rendre familières au-delà des acteurs qui s'en revendiquent traditionnellement.

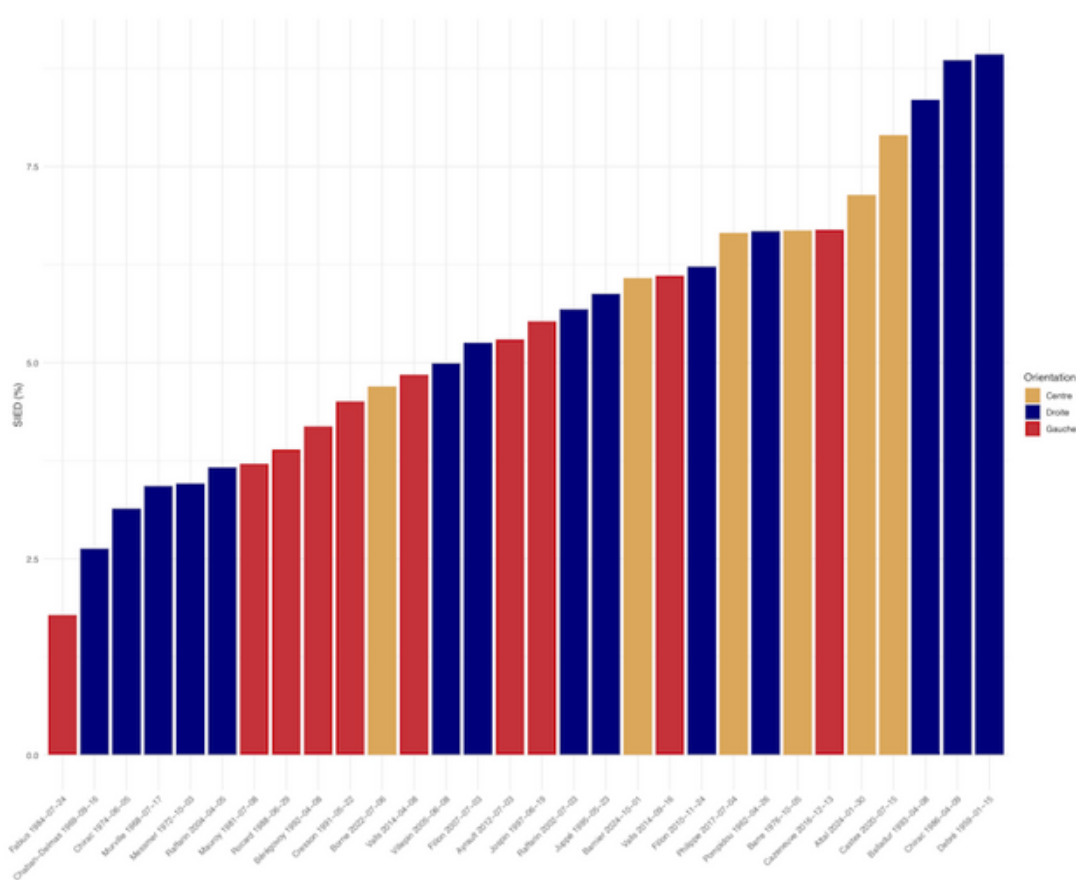
Depuis 2017, la façon dont [l'exécutif parle d'immigration](#), notamment en reprenant, encore plus que ne le fait Marine Le Pen, la métaphore du [flux prêt à déborder](#) en est un bon exemple.

Le centre : acteur clef de la diffusion des idées d'extrême droite

L'un des résultats les plus marquants de [notre étude](#) est le rôle du centre politique dans la diffusion des idées d'extrême droite. Les premiers ministres qui s'en réclament – et qui se présentent souvent comme des figures de modération – ont paradoxalement contribué à accélérer ce glissement vers l'extrémisme.

Si certains premiers ministres de droite (comme Michel Debré, Jacques Chirac ou Édouard Balladur) atteignent ponctuellement des *score idéologique d'extrême droite* (Sied) particulièrement élevés, d'autres sont plus bas (Jacques Chaban-Delmas, Maurice Couve de Murville ou Jean-Pierre Raffarin). La droite se caractérise ainsi par une dispersion interne sur le Sied qui laisse entrevoir l'intervention d'autres facteurs contextuels dans la mobilisation des idées d'extrême droite. Par exemple, la nomination de Jacques Chaban-Delmas est marquée par la volonté d'une [ouverture aux sociaux-démocrates](#) de Georges Pompidou. Cela se reflète par la très commentée « nouvelle société » dans le discours de Chaban-Delmas qui dénonce un pays de « castes » et des inégalités excessives.

Score idéologique d'extrême droite moyen par Premier ministre



Fourni par l'auteur

À l'inverse, les premiers ministres issus du centre présentent des niveaux de Sied durablement élevés et relativement homogènes, en particulier dans la période récente (Édouard Philippe, Jean Castex et Gabriel Attal). L'écart maximal observé au sein du centre – entre Élisabeth Borne et Jean Castex – ne dépasse pas 3 points sur l'échelle du Sied, alors qu'il dépasse 8 points entre Jacques Chaban-Delmas et Michel Debré, les deux premiers ministres de droite aux scores les plus opposés.

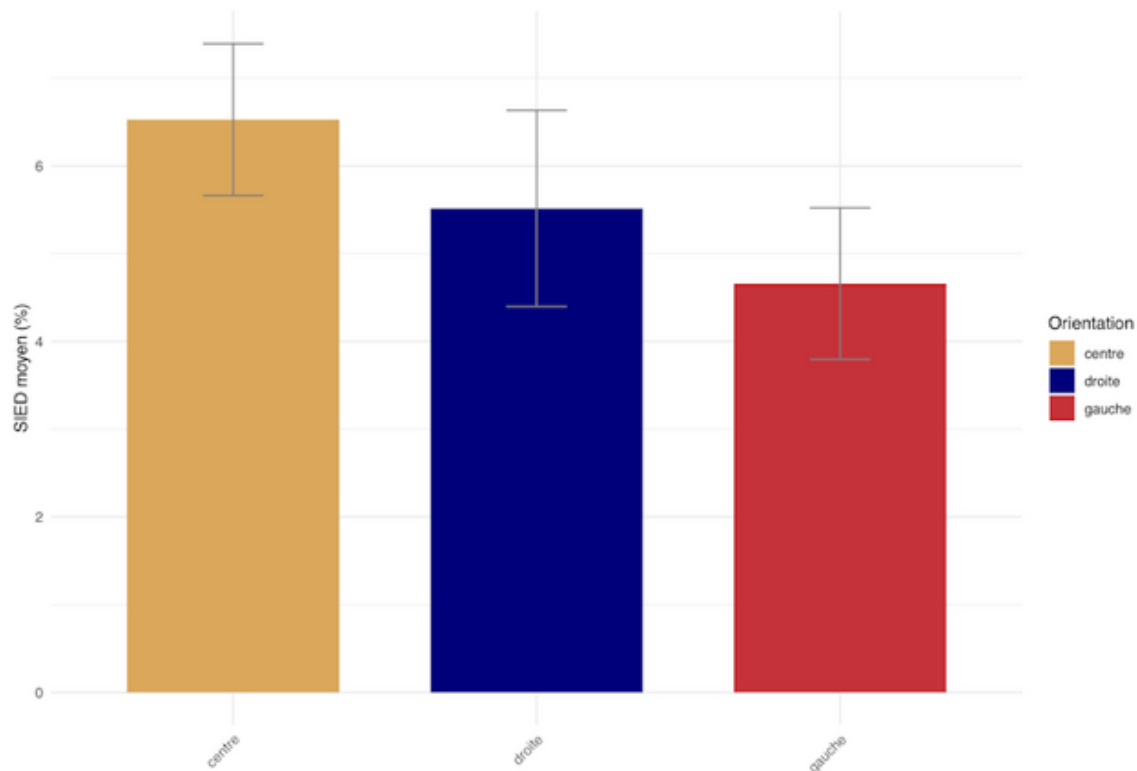
Cette configuration se retrouve dans la distribution des scores : parmi les cinq premiers ministres affichant les Sied les plus élevés, on compte trois personnalités de droite et deux du centre, tandis que les cinq scores les plus faibles regroupent une personnalité de gauche et quatre de droite. Le centre occupe ainsi de manière plus constante le haut du spectre : à l'exception d'Élisabeth Borne, l'ensemble des premiers ministres centristes se situent au-dessus de la médiane, ce qui en fait un vecteur plus régulier de normalisation de ce registre idéologique.

Dans leurs [déclarations de politique générale](#), plusieurs premiers ministres centristes mobilisent un lexique technocratique et sécuritaire convergeant.

Édouard Philippe évoque ainsi la « pression migratoire » et les « tensions » qu'elle ferait peser sur la cohésion nationale, dans une logique de gestion administrative des flux. Jean Castex appelle pour sa part à « rétablir l'autorité de l'État » face à une « coalition d'ennemis de la République » mêlant terrorisme, séparatisme et extrémisme. Gabriel Attal, enfin, recourt à de multiples reprises à la métaphore du « réarmement » – de l'État, de l'école ou des politiques publiques – inscrivant l'action gouvernementale dans un registre martial.

Pris ensemble, ces cadrages contribuent à installer durablement dans le langage du pouvoir des représentations historiquement associées à l'extrême droite, sous des formes euphémisées.

Score idéologique d'extrême droite moyen par couleur politique



Fourni par l'auteur

Normaliser l'extrême droite en se présentant comme seule voix de la raison

En cherchant à incarner la raison et le compromis, le centre a souvent repris les thèmes de l'extrême droite pour mieux les encadrer ou les « rationaliser ». Mais cette stratégie produit l'effet inverse : elle légitime ces thèmes en les inscrivant dans le langage gouvernemental.

En se définissant comme le pôle de la modération, le centre adopte une [posture d'arbitre plutôt que de compétiteur](#) dans le jeu démocratique. Or, tout en jouissant d'une position de force lorsqu'il est au pouvoir, le centre tend à renvoyer dos à dos l'extrême droite et la gauche. C'est une formule doublement gagnante pour l'extrême droite qui se voit normaliser (en devenant un extrême parmi d'autres) tandis que l'un de ses principaux adversaires se trouve [diabolisé](#), la gauche étant désormais présentée [comme extrémiste](#).

Cette dynamique ne se limite pas à des calculs électoraux ponctuels. Elle s'inscrit dans une transformation structurelle. Comme l'expliquent les économistes [Julia Cagé et Thomas Piketty](#), l'expansion du centre, en affaiblissant les partis de gauche et de droite traditionnels, a contribué à polariser le champ politique. En se présentant comme « au-dessus des clivages » tout en mettant en œuvre des politiques largement alignées sur [l'agenda de la droite](#) (voire en reprenant certains de ses cadrages) le centre opère un déplacement du référentiel politique. Ce processus contribue à rendre discutables puis acceptables des thèmes et des diagnostics initialement portés par l'extrême droite.

Comme le rappelle l'historien [Johann Chapoutot](#), cette tension entre libéralisme économique et réaction n'est pas nouvelle. Dans [son dernier essai](#), il montre comment les élites libérales de la République de Weimar ont cru pouvoir canaliser les forces autoritaires en les intégrant au jeu institutionnel – avant d'en être les premières victimes. Le parallèle historique souligne la fragilité d'un centre qui, en voulant instrumentaliser l'extrême droite, finit parfois par lui ouvrir la voie.

[Tristan Boursier](#), Docteur en Science politique, [Sciences Po](#) ; [Université du Québec en Outaouais \(UQO\)](#) et [Antoine Lemor](#), Chercheur postdoctoral au Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS) — Université de Sherbrooke / Postdoctoral researcher at the Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS) — Université de Sherbrooke, [Université de Sherbrooke](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. Publié : 29 mai 2026, 11:18 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).